Le site d'information des officiers de Port et des Capitaineries

Articles de septembre 2013

Lundi 30 septembre 2013

Recours au T.A de Nantes dans l'affaire de la grève de juin 2012

Souvenez-vous.

Les 2 et 3 juin 2012, les officiers de port et officiers de ports adjoints du Grand Port Maritime de Nantes St Nazaire faisaient grève dans le cadre de l'application du protocole de 2011 consécutif à la mise en place de la CCNU. Le 7 juin, les parties en présence signaient un accord satisfaisant les officiers de port.

Or, le 31 mai 2012, le commandant du port avait cru légitime de rédiger une note de service restreignant le droit de grève de ses officiers unilatéralement et contrairement aux lois et règlements en vigueur dans notre pays.

Le SNOP-FO n'a pas manqué à l'époque de dénoncer cette attitude déloyale visant à déstabiliser des personnels qui, quotidiennement, « veillent au respect des lois et règlements relatifs à la police des ports maritimes » (art. L5331-11 du CT). Naturellement, les personnels visés, soucieux des principes du droit qui régissent leur action quotidienne, ont déféré à cette note rendant un mouvement de grève peu lisible aux yeux des usagers.

L'épilogue de cette affaire s'est tenu la semaine dernière...

Le SNOP-FO avait immédiatement réagi pour défendre ses adhérents et nous voulions faire savoir à tous que le droit de grève est constitutionnel et qu'aucun individu, fût-il Commandant de Grand Port Maritime, ne pouvait de sa propre autorité fouler aux pieds les principes constitutionnels de notre pays.

Le 19 septembre dernier, nous avons reçu un courrier du TA de Nantes.

Citons : « Le Grand Port Maritime de NANTES ST NAZAIRE verse aux débats **la décision du Président du Directoire en date du 15 avril 2013 qui abroge la note de service n° 02/2012 du 31 mai 2012 portant organisation des postes capitainerie au titre de la sécurité et de la sûreté en période de grève.** »

La note attaquée n'existe plus ! M. CHALUS, président du Directoire, a préféré l'abroger que d'essayer une réprimande du TA de Nantes.

Un petit alinéa de cette décision d'abrogation retient cependant toute notre attention car il est symptomatique de la façon dont certains GPM procèdent :

« La présente décision sera affichée en capitainerie ».

Cela n'a jamais été le cas et nous avons appris nous-mêmes aux officiers nantais la semaine dernière que la note attaquée avait été abrogée depuis... 5 mois !

C'est sans doute ce qu'il est convenu d'appeler un dysfonctionnement dans la communication interne de l'établissement, à moins que ce ne soit de la mauvaise foi doublée d'un brin de malhonnêteté intellectuelle.

Le SNOP-FO ne saurait que trop conseiller au GPMNSN de revoir sa communication interne dans l'intérêt d'un enrichissement du dialogue social car nous ne pouvons croire un instant à une quelconque expression de mauvaise foi, qu'en pensez-vous ?

* [Annulation de la note de service du GPMNSN](#)

Christian

Mercredi 25 septembre 2013

Compte rendu SNOP FO de la CAP Lieutenants

La CAP promotion des Lieutenants s'est déroulée mercredi 18 septembre 2013.

Nous avons reçu la veille de ce jour, soit le 17 septembre à 16h15, le nouvel arrêté sur les classes fonctionnelles, daté du même jour. Soit moins de 24 heures avant d'entrer en salle de réunion.

Suite aux dénonciations formulées dans notre courrier du 26 août dernier, l'arrêté du 23 août 2013 sur les classes fonctionnelles en ports décentralisés a été annulé.

Vous trouverez donc ce nouvel arrêté ci dessous, qui contrairement aux anciens, regroupe désormais dans le même texte, tous les lieutenants, de GPM et de ports décentralisés.

* [Arrêté classe fonctionnelle des Lieutenants de port du 17 septembre 2013](#)

* [Compte rendu SNOP FO de la CAP Lieutenants du 18 septembre 2013](#)

Eric

Judi 19 septembre 2013

Résultats officiels de la CAP Lieutenants

Vous trouverez ci-dessous les résultats officiels de la CAP Lieutenants qui s'est déroulée au ministère hier, jeudi 18 septembre 2013.

* [Résultats CAP OP Adjoints du 18 septembre 2013](#)

Félicitations aux nouveaux promus.

Le compte rendu de CAP sera mis en ligne dans les prochains jours. Y sera précisé le calendrier statutaire et d'autres points d'informations.

Vous trouverez ci-dessous la déclaration lue par le Syndicat National des Officiers de Port Force Ouvrière en ouverture de cette CAP.

* [Déclaration liminaire CAP OP Adjoints du 18 septembre 2013](#)

Eric

Lundi 16 septembre 2013

Envoi des bulletins de paye par voie postale

Dans le cadre du rapprochement de la gestion administrative et de la gestion financière des agents, la centralisation des payes des agents de catégorie A et des agents de catégorie B des corps à faibles effectifs est mise en œuvre. Cela concerne donc les OP et OPA affectés en DDTM.

Nous serons désormais raccordés à l'opérateur national de paye (ONP).

Cette opération se déroule par vagues successives entre les payes d'octobre 2013 à août 2014 en fonction des régions d'affectation et conduit à une distribution du bulletin de paye par voie postale.

À cette fin, il importe de s'assurer que le libellé de l'adresse figurant sur le bulletin de salaire est correct.

Pour toute modification, il convient d'imprimer le document ci-dessous et de le retourner à votre bureau RH de proximité dans les meilleurs délais afin que la demande puisse être prise en compte avec l'anticipation nécessaire.

* [Bulletin de modification d'adresse sur bulletin de paye](#)

Le calendrier est le suivant

Octobre 2013 : Basse Normandie et Poitou Charente

Février 2014 : Bretagne et Haute Normandie

Août 2014 : toutes les autres régions de métropole

Eric

Vendredi 13 septembre 2013

Le Budget a signé!

Nous avons été informés à 12h07 ce jour par le cabinet du ministre des Transports que le dossier de revalorisation statutaire venait d'être visé sans modification par les services du Budget.

Comme nous vous l'indiquions dans notre article du 11 septembre, le SNOP FO avait laissé jusqu'à aujourd'hui au Budget pour signer la fiche financière.

Petites explications sur les derniers événements.

Dimanche 8 septembre, le Secrétaire Général du SNOP FO avait appelé ses adhérents à se mettre en ordre de bataille pour le lancement d'un préavis le lundi 16 suivi d'un mouvement de grève des ports de métropole et d'Outre-mer, le lundi 23 septembre.

Eric Destable remis la pression par mail sur le cabinet du ministre des Transports le mardi 10 et surtout hier jeudi 12 septembre à 16h40, en transmettant par anticipation et pour leur information, le préavis qui devait être posté au courrier ce matin.

Le cabinet du ministre, par une réponse à 20h50 reconnaissait une certaine impuissance à faire bouger le Budget, malgré leurs efforts. Il écrivait la chose suivante:

"Monsieur le Secrétaire Général,

Vous connaissez l'implication forte de notre Ministre pour trouver les voies et moyens d'une issue satisfaisante qui s'est d'ailleurs matérialisée par le protocole mentionné.

Il serait regrettable que de nouvelles difficultés apparaissent dans sa mise en œuvre dans les délais annoncés. Le cabinet du Ministre et votre Direction alertés par vos soins s'efforcent de répondre favorablement à votre demande."

Un autre conseiller écrivait deux jours plus tôt:

"Monsieur le Secrétaire Général,

Je vous remercie de votre message. Votre demande est légitime et malgré nos relances, la situation n'a, c'est vrai, pas évolué. Nous prenons acte du préavis de grève si la situation n'évolue pas et revenons vers vous au plus vite pour préciser le sujet."

Dans le même temps, suite à l'alerte de Jean Hédou, SG de la FEETS FO, Jean-Claude Mailly, Secrétaire Général de la Confédération Force Ouvrière, contactait les services de Matignon.

Bien que les préavis soient déjà partis, pour être reçus dans les temps par les ministères de l'Ecologie, de l'Economie et celui du Budget, la réponse du cabinet du ministre des Transports reçue ce jour, suffit au SNOP FO pour les annuler.

Le dossier va être présenté au Conseil d'Etat dans les prochains jours. Ce sera théoriquement la dernière étape avant publication au journal officiel.

Nous veillerons comme toujours à ce que ce dossier aboutisse dans les prochains jours.

Eric remercie également les représentants locaux du SNOP FO, qui avaient déjà commencé à mobiliser leurs camarades et collègues dans les Grands Ports Maritimes ainsi que dans les Ports décentralisés.

Eric

Petites news de début septembre 4 M€/jour vs 160 k€/année

Oui vous ne rêvez pas, c'est le match qui se joue en ce moment entre le ministère des Transports et le guichet unique, service du ministère du Budget.

Une journée de blocage des ports Français coûte 4 millions d'euros par jour, alors que la revalorisation des statuts de Lieutenant de port coûtera 160 mille euros par an.

Il semblerait donc que le ministère du budget ne sache pas compter.

Bien avant la convocation de la Commission Supérieure de la Fonction Publique du 17 juillet 2013, le guichet unique a reçu la fiche financière de la revalorisation au printemps. Il ne manque qu'une signature de validation de cette fiche pour que le Conseil d'Etat soit saisi par notre ministère.

Hélas, il semblerait qu'il faille plusieurs mois à un fonctionnaire de Bercy pour signer cette satanée fiche.

Eric Destable a contacté les 29, 30 août et 2 septembre le cabinet du ministre des Transports.

Le conseiller du ministre est tout à fait conscient de l'enjeu et doit nous informer dès le début de la semaine prochaine, des actions mises en place par le cabinet pour "booster" le Budget.

Dans le même temps, Eric s'est entretenu avec le Secrétaire Général du ministère, jeudi 5 septembre, lors de la pause déjeuné du CTM, de ce blocage initié par le ministère du Budget. Monsieur Mazauric a demandé à Eric de lui laisser le temps de contacter le directeur de cabinet du ministre de l'Ecologie et le ministère du Budget.

Nous sommes tous conscients, Cabinet du ministre, SG MEDDE, Administration Centrale, Fédération et SNOF FO, du ridicule de la situation. Car soyons clairs, nous avons laissé passer la grève du 10 septembre sur les retraites, sans vous inviter à la suivre, **mais vendredi 13 septembre, si cette fiche financière n'est toujours pas signée, nous vous appellerons à renouveler le préavis de grève du 28 mars 2013.** Cette fois le préavis sera de cinq jours. Et c'est sur le guichet unique et le ministère du Budget que nous taperons, car visiblement c'est la seule façon de mener à bien une négociation dans ce pays.

Alors messieurs, vous avez pu constater le 28 mars 2013 que l'unité du corps permettait de faire bouger les choses. Il ne reste plus qu'à abattre notre dernier atout en septembre pour que cette partie se termine et que nous puissions passer à autre chose.

Nous comptons sur vous tous pour que cette victoire soit la votre.

C'est la toute dernière ligne droite. Si le budget signe cette fiche dans les prochains jours, nous n'aurons pas besoin de déclencher de préavis de grève. Mais si le budget veut tester notre détermination, votre détermination, alors faites nous confiance, ils vont apprendre à compter très vite.

IHTS

Un groupe d'échange a eu lieu mardi 3 septembre concernant le décret sur les IHTS sigle désignant les indemnités horaires pour travaux supplémentaires. En clairs les "heures sup".

Ce texte, qui nous avait été présenté en juin 2011 a également fait pas mal d'allers-retours avec le ministère du Budget. Puis la DRG a reconnu avoir laissé ce dossier de côté durant 18 mois pour retravailler dessus ces derniers mois.

Ce texte devrait être présenté au prochain CTM pour une mise en application le 1er janvier 2014.

C'est du moins la volonté affichée par la DRH.

Guadeloupe

Vous savez tous que ce dossier n'est toujours pas clos. La direction générale du GPMG s'est vue ordonnée par le ministère de procéder au classement des candidats au poste de commandant.

D'après la présidente de la CAP des Officiers de Port, cela devrait se faire dans les tous prochains jours. Ca reste à voir.

En attendant, la Cour d'Appel de Basse Terre a rejeté début août, l'appel déposé par la DG du GPMG.

Le GPMG ne pourra continuer les procédures d'appels qu'après le paiement des sommes fixées par le jugement du tribunal des Prud'hommes.

Classes Fonctionnelles

Suite au courrier du SNOF FO du 26 août 2013 en réponse au courrier du DRH du 19 août, la DRH a reconnu avoir fait "une bourde" dans son arrêté du 23 août 2013 concernant l'attribution des classes fonctionnelles dans les ports non autonomes.

C'est pourquoi cet arrêté a été annulé et va être remplacé par deux arrêtés, différenciant les Capitaines pour le premier et les lieutenants pour le second.

C'est ainsi que le commandant d'Ajaccio qui est C2, va pouvoir prétendre à la classe fonctionnelle de son poste, alors que l'arrêté du 23 août lui en retirait le bénéfice en l'attribuant à un poste de C1 qui n'existait pas.

Les nouveaux ports qui se sont vus attribuer de nouvelles fonctionnelles par cet arrêté invalidé, restent proposables à la fonctionnelle pour la CAP du 18 septembre prochain.

Les arrêtés sont dans le circuit de signature et devraient nous être communiqués dans les prochains jours.

Pour ce qui est de la création d'un poste de C1 à Ajaccio, c'est bien dans les projets de la DGITM mais comme cela s'est passé en Martinique, à La Réunion et à Bastia, cela se fera certainement au départ du commandant actuel. Ce poste de C1 permettra de regrouper les ports de Corse du Sud, comme cela s'est fait pour ceux de Haute Corse il y a quelques années.

Enfin, la DGITM a défini les nouvelles classes fonctionnelles aux vues des contraintes humaines et sociales de certains ports (Mayotte) et aux résultats d'exploitation (tonnages, personnels et nombre de mouvements) d'autres ports.

Nous terminerons le chapitre des classes fonctionnelles en rappelant que si le SNOP FO est bien à l'origine de la demande de réattribution des classes fonctionnelles laissées vacantes par les ports d'Outre-mer (voir courrier du 8 janvier 2013), le syndicat n'est pas le rédacteur de l'arrêté du 23 août 2013.

Auparavant, 53 postes étaient éligibles à la CF de Lieutenant avec 49 postes budgétés. Il y avait donc une différence de - 4 postes dans l'arrêté du 31 mai 2010.

Le nouvel arrêté vient, avec la disparition des 6 postes Outre-mer, et la création de 4 postes en métropole, ramener ce différentiel à - 2 postes. A cela il ne faut pas oublier que les 6 postes Outre-mer sont transférés dans le futur arrêté des classes fonctionnelles en GPM (arrêté à la signature).

C'est donc bel et bien 4 postes de fonctionnelles supplémentaires que nous avons obtenus pour les lieutenants et non la perte de 2 postes.

Nous rappelons que les nouveaux statuts permettront à tous les lieutenants, d'obtenir un indice bien supérieur à l'indice sommital de la CF actuelle.

Eric

Vendredi 6 septembre 2013

Réponse au courrier du DRH

Vous trouverez ci-dessous la réponse du Secrétaire Général du SNOP FO au courrier du DRH du MEDDE datant du 19 août 2013 (voir article du 21 août).

Les petites news de début septembre seront communiquées aux adhérents du SNOP FO ce week-end. Nous serons en mesure de les mettre en ligne dans les jours qui suivent.

Vous avez pu constater que les nouveaux statuts n'ont pas été publiés au Journal Officiel pour entrer en vigueur au 1er septembre 2013 comme le prévoyait la négociation du 28 mars dernier.

Eric Destable nous expliquera les raisons de ce retard dans les petites news ainsi que les actions entreprises et les réactions du ministère.

Pour information, Eric vient de passer 2 jours au ministère pour un CTM et un groupe d'échange sur les IHTS et de nombreuses "rencontres de couloirs" ont apportées plusieurs nouvelles.

Ce que l'on sait déjà c'est que les semaines à venir risquent d'être chaudes si ça ne bouge pas.

En attendant, voici la réponse d' Eric au Directeur des Ressources Humaines du MEDDE qui va certainement regretter de ne pas rechercher ses informations lui même.

[* Réponse au DRH du 26 août 2013](#)

A la semaine prochaine pour les petites news de début septembre. Le courrier se trouve aussi dans la bibliothèque / courrier SNOP FO.

Auguste